

Rapport financier 2010

Exercice terminé le 31 décembre

Nom : Communauté métropolitaine de Montréal

Code géographique : CM663

Type d'organisme municipal : Communauté métropolitaine ou rurale

*Affaires municipales,
Régions et Occupation
du territoire*

Québec 

Rapport du trésorier ou du secrétaire-trésorier sur le rapport financier

S3

Section I - États financiers

Table des matières	S5
États financiers audités	S6 - S25
Renseignements non audités	S26 - S28

Section II - Autres renseignements financiers

Table des matières	S30
Taux global de taxation réel audité	S31 - S34
Autres renseignements non audités	S35 - S57

**RAPPORT DU TRÉSORIER OU DU SECRÉTAIRE-TRÉSORIER
SUR LE RAPPORT FINANCIER**

Aux membres du conseil,

Je soussigné(e), Richard Tremblay, atteste la véracité du rapport financier

de Communauté métropolitaine de Montréal pour l'exercice terminé le 31 décembre 2010.
(Nom de l'organisme)

Date 2011-03-31

Signature



Dernière modification : 2011-04-06 14:44:18

Réservé au ministère

(5 025 123)

6 435 590

66 193 350

Section I - États financiers

TABLE DES MATIÈRES

	<u>PAGE</u>
États financiers audités	
Rapport de l'auditeur indépendant	6
Rapport du vérificateur général	6.1
Renseignements complémentaires	
Informations sectorielles (1)	
Résultats détaillés par organismes	7
Excédent (déficit) de fonctionnement à des fins fiscales par organismes	8
Excédent (déficit) d'investissement à des fins fiscales par organismes	9
Variation des actifs financiers nets (de la dette nette) par organismes	10
Situation financière par organismes	11
Flux de trésorerie par organismes	12
Charges par objets par organismes	13
Résultats détaillés	14
Excédent (déficit) de fonctionnement à des fins fiscales	15
Excédent (déficit) d'investissement à des fins fiscales	16
Charges par objets	17
État des résultats	18
État de la variation des actifs financiers nets (de la dette nette)	19
État de la situation financière	20
État des flux de trésorerie	21
Notes complémentaires aux états financiers	22
Autres renseignements complémentaires	
Excédent (déficit) accumulé	23
Avantages sociaux futurs	24
Endettement total net à long terme	25
Renseignements non audités	
Analyse des revenus	27 (3-5)
Analyse des charges	28

(1) Lorsque le rapport financier est non consolidé, les pages concernant les informations sectorielles ne s'impriment pas.

RAPPORT DE L'AUDITEUR INDÉPENDANT

Aux membres du conseil,

Nous avons effectué l'audit des états financiers ci-joint de la Communauté métropolitaine de Montréal (la «Communauté») qui comprennent l'état de la situation financière au 31 décembre 2010, l'état des résultats, l'état de la variation des actifs financiers nets (de la dette nette) et l'état des flux de trésorerie pour l'exercice clos à cette date, ainsi que les notes qui comprennent un résumé des principales méthodes comptables et d'autres informations explicatives.

Responsabilité de la direction pour les états financiers

La direction est responsable de la préparation et de la présentation fidèle de ces états financiers conformément aux principes comptables généralement reconnus du Canada, ainsi que du contrôle interne qu'elle considère comme nécessaire pour permettre la préparation d'états financiers exempts d'anomalies significatives, que celle-ci résultent de fraudes ou d'erreurs.

Responsabilité des auditeurs

Notre responsabilité consiste à exprimer une opinion sur les états financiers, sur la base de notre audit. Nous avons effectué notre audit conformément aux normes d'audit généralement reconnus du Canada. Ces normes requièrent que nous nous conformions aux règles de déontologie et que nous planifions et réalisons l'audit de façon à obtenir l'assurance raisonnable que les états financiers sont exempts d'anomalies significatives.

Un audit implique la mise en oeuvre de procédures en vue de recueillir des éléments probants concernant les montants et les informations fournis dans les états financiers. Le choix des procédures relève du jugement de l'auditeur, et notamment de son évaluation des risques que les états financiers comportent des anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs. Dans l'évaluation de ces risques, l'auditeur prend en considération le contrôle interne de la Communauté portant sur la préparation et la présentation fidèle des états financiers afin de concevoir des procédures d'audit appropriées aux circonstances, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne de la Communauté. Un audit comporte également l'appréciation du caractère approprié des méthodes comptables retenues et du caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, de même que l'appréciation de la présentation d'ensemble des états financiers.

Nous estimons que les éléments probants que nous avons obtenus sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion d'audit.

Opinion

À notre avis, les états financiers donnent, dans tous leurs aspects significatifs, une image fidèle de la situation financière de la Communauté métropolitaine de Montréal au 31 décembre 2010, ainsi que des résultats de ses activités, de la variation de ses actifs financiers nets (de la dette nette) et de ses flux de trésorerie pour l'exercice clos à cette date, conformément aux principes comptables généralement reconnus de Canada.

KPMG A.R.L. / S.E.N.C.R.L.

KPMG s.r.l. / s.e.n.c.r.l.
Lieu : Montréal

Date : 31 mars 2011

RAPPORT DE L'AUDITEUR INDÉPENDANT

RAPPORT DE L'AUDITEUR INDÉPENDANT

DATE 2011-03-31

Dernière modification : 2011-04-06 14:44:18

Réservé au ministère

(5 025 123)	6 435 590	66 193 350
-------------	-----------	------------

RAPPORT DU VÉRIFICATEUR GÉNÉRAL

DATE _____

Dernière modification : 2011-04-06 14:44:18

Réservé au ministère

(5 025 123)	6 435 590	66 193 350
-------------	-----------	------------

**RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES
RÉSULTATS DÉTAILLÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2010**

		<u>Budget 2010</u>		<u>Réalisations 2010</u>		<u>Réalisations 2009</u>
		<u>Sans ventilation de l'amortissement</u>	<u>Sans ventilation de l'amortissement</u>	<u>Ventilation de l'amortissement</u>	<u>Total</u>	
Revenus						
Fonctionnement						
Taxes	1					
Paiements tenant lieu de taxes	2					
Quotes-parts	3	66 193 350	66 193 350		66 193 350	66 193 350
Transferts	4	16 600 000	16 610 140		16 610 140	17 000 000
Services rendus	5	800 000	648 275		648 275	870 408
Imposition de droits	6					
Amendes et pénalités	7					
Intérêts	8	350 000	426 531		426 531	246 099
Autres revenus	9					
	10	83 943 350	83 878 296		83 878 296	84 309 857
Investissement						
Taxes	11					
Quotes-parts	12					
Transferts	13					
Autres revenus						
Contributions des promoteurs	14					
Autres	15					
Quote-part dans les résultats nets d'entreprises municipales	16					
	17					
	18	83 943 350	83 878 296		83 878 296	84 309 857
Charges						
Administration générale	19	6 552 116	4 104 176	50 014	4 154 190	3 440 653
Sécurité publique	20					
Transport	21	883 600	475 927		475 927	426 447
Hygiène du milieu	22	5 432 500	4 005 496	268	4 005 764	4 500 678
Santé et bien-être	23	50 030 769	33 113 926		33 113 926	50 139 569
Aménagement, urbanisme et développement	24	11 273 800	8 749 098	155	8 749 253	7 296 315
Loisirs et culture	25	25 500 000	25 500 000		25 500 000	25 500 000
Réseau d'électricité	26					
Frais de financement	27	2 206 400	1 443 646		1 443 646	1 246 727
Amortissement des immobilisations	28	61 534	50 437	(50 437)		
	29	101 940 719	77 442 706		77 442 706	92 550 389
Excédent (déficit) de l'exercice	30	(17 997 369)	6 435 590		6 435 590	(8 240 532)

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES
EXCÉDENT (DÉFICIT) DE FONCTIONNEMENT À DES FINS FISCALES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2010

		2010		2009
		Budget	Réalizations	Réalizations
Excédent (déficit) de l'exercice	1	(17 997 369)	6 435 590	(8 240 532)
Moins: revenus d'investissement	2	()	()	()
Excédent (déficit) de fonctionnement de l'exercice avant conciliation à des fins fiscales	3	(17 997 369)	6 435 590	(8 240 532)
CONCILIATION À DES FINS FISCALES				
<i>Ajouter (déduire)</i>				
Immobilisations				
Amortissement	4	61 534	50 437	77 068
Produit de cession	5			
(Gain) perte sur cession	6			
Réduction de valeur	7			
	8	61 534	50 437	77 068
Propriétés destinées à la revente				
Coût des propriétés vendues	9			
Réduction de valeur	10			
	11			
Prêts, placements à long terme à titre d'investissement et participations dans des entreprises municipales				
Remboursement ou produit de cession	12			
(Gain) perte sur remboursement ou sur cession	13			
Provision pour moins-value / Réduction de valeur	14			
	15			
Financement				
Financement à long terme des activités de fonctionnement	16	11 930 000	5 992 236	8 670 500
Remboursement de la dette à long terme	17	(1 566 000)	(1 620 000)	(1 346 000)
	18	10 364 000	4 372 236	7 324 500
Affectations				
Activités d'investissement	19	()	(11 020)	(5 197)
Excédent (déficit) accumulé				
Excédent (déficit) de fonctionnement non affecté	20	7 571 835		
Excédent de fonctionnement affecté, réserves financières et fonds réservés	21		8 541 845	8 553 598
Montant à pourvoir dans le futur	22			
Financement des investissements en cours	23			
	24	7 571 835	8 530 825	8 548 401
	25	17 997 369	12 953 498	15 949 969
Excédent (déficit) de fonctionnement de l'exercice à des fins fiscales	26		19 389 088	7 709 437

**RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES
EXCÉDENT (DÉFICIT) D'INVESTISSEMENT À DES FINS FISCALES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2010**

		2010		2009
		Budget	Réalizations	Réalizations
Revenus d'investissement	1			
CONCILIATION À DES FINS FISCALES				
<i>Ajouter (déduire)</i>				
Immobilisations				
Acquisition				
Administration générale	2 ()	11 020)	(5 197)
Sécurité publique	3 ()))
Transport	4 ()))
Hygiène du milieu	5 ()))
Santé et bien-être	6 ()))
Aménagement, urbanisme et développement	7 ()))
Loisirs et culture	8 ()))
Réseau d'électricité	9 ()))
	10 ()	11 020)	(5 197)
Propriétés destinées à la revente				
Acquisition	11 ()))
Prêts, placements à long terme à titre d'investissement et participations dans des entreprises municipales				
Émission ou acquisition	12 ()))
Financement				
Financement à long terme des activités d'investissement 13				
Affectations				
Activités de fonctionnement	14		11 020	5 197
Excédent accumulé				
Excédent de fonctionnement non affecté	15			
Excédent de fonctionnement affecté, réserves financières et fonds réservés	16			
	17		11 020	5 197
	18			
Excédent (déficit) d'investissement de l'exercice à des fins fiscales				
	19			

**RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES
CHARGES PAR OBJETS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2010**

		2010		2009
		Budget	Réalisations	Réalisations
Rémunération	1	4 222 300	3 798 047	3 638 804
Charges sociales	2	1 037 300	1 207 299	1 030 817
Biens et services	3	9 237 119	3 808 979	3 474 633
Frais de financement				
Intérêts et autres frais sur la dette à long terme à la charge				
De l'organisme municipal	4	1 200 000	1 441 508	1 242 500
D'autres organismes municipaux	5			
Du gouvernement du Québec et ses entreprises	6			
D'autres tiers	7			
Autres frais de financement	8	1 006 400	2 138	4 227
Contributions à des organismes				
Organismes municipaux				
Quotes-parts	9			
Autres	10	58 135 000	34 149 965	50 248 140
Autres organismes	11	25 500 000	32 984 333	32 834 200
Amortissement des immobilisations	12	61 534	50 437	77 068
Autres				
-	13	1 541 066		
-	14			
-	15			
	16	101 940 719	77 442 706	92 550 389

ÉTAT DES RÉSULTATS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2010

		Budget 2010	Réalizations	
			2010	2009
Revenus				
Taxes	1			
Paiements tenant lieu de taxes	2			
Quotes-parts	3	66 193 350	66 193 350	66 193 350
Transferts	4	16 600 000	16 610 140	17 000 000
Services rendus	5	800 000	648 275	870 408
Imposition de droits	6			
Amendes et pénalités	7			
Intérêts	8	350 000	426 531	246 099
Autres revenus	9			
Quote-part dans les résultats nets d'entreprises municipales	10			
	11	83 943 350	83 878 296	84 309 857
Charges				
Administration générale	12	6 601 343	4 154 190	3 440 653
Sécurité publique	13			
Transport	14	887 292	475 927	426 447
Hygiène du milieu	15	5 439 269	4 005 764	4 500 678
Santé et bien-être	16	50 032 615	33 113 926	50 139 569
Aménagement, urbanisme et développement	17	11 273 800	8 749 253	7 296 315
Loisirs et culture	18	25 500 000	25 500 000	25 500 000
Réseau d'électricité	19			
Frais de financement	20	2 206 400	1 443 646	1 246 727
	21	101 940 719	77 442 706	92 550 389
Excédent (déficit) de l'exercice	22	(17 997 369)	6 435 590	(8 240 532)
Excédent (déficit) accumulé au début de l'exercice	23		(11 460 713)	(3 220 181)
Redressement aux exercices antérieurs (note 18)	24			
Excédent (déficit) accumulé redressé au début de l'exercice	25		(11 460 713)	(3 220 181)
Excédent (déficit) accumulé à la fin de l'exercice	26		(5 025 123)	(11 460 713)

Les notes et les renseignements complémentaires font partie intégrante des états financiers.

Pour l'excédent (déficit) de fonctionnement de l'exercice à des fins fiscales, se référer aux renseignements complémentaires à la page S15.

**ÉTAT DE LA VARIATION DES ACTIFS FINANCIERS NETS (DE LA DETTE NETTE)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2010**

		Budget 2010	Réalizations	
			2010	2009
Excédent (déficit) de l'exercice	1	(17 997 369)	6 435 590	(8 240 532)
Variation des immobilisations				
Acquisition	2	()	(11 020)	(5 197)
Produit de cession	3			
Amortissement	4	61 534	50 437	77 068
(Gain) perte sur cession	5			
Réduction de valeur	6			
	7	61 534	39 417	71 871
Variation des propriétés destinées à la revente	8			
Variation des stocks de fournitures	9			
Variation des autres actifs non financiers	10		9 233	(30)
	11		9 233	(30)
Variation des actifs financiers nets ou de la dette nette	12	(17 935 835)	6 484 240	(8 168 691)
Actifs financiers nets (dette nette) au début de l'exercice	13		(11 531 115)	(3 362 424)
Redressement aux exercices antérieurs (note 18)	14			
Actifs financiers nets redressés (dette nette redressée) au début de l'exercice	15		(11 531 115)	(3 362 424)
Actifs financiers nets (dette nette) à la fin de l'exercice	16		(5 046 875)	(11 531 115)

Les notes et les renseignements complémentaires font partie intégrante des états financiers.

**ÉTAT DE LA SITUATION FINANCIÈRE
AU 31 DÉCEMBRE 2010**

		2010	2009
ACTIFS FINANCIERS			
Encaisse	1	4 182 298	37 396 277
Placements temporaires	2	50 000 000	
Débiteurs (note 5)	3	183 340	1 980 016
Prêts (note 6)	4		
Placements à long terme (note 7)	5		
Participations dans des entreprises municipales	6		
Actif au titre des avantages sociaux futurs (note 8)	7		
Autres actifs financiers (note 9)	8		
	9	<u>54 365 638</u>	<u>39 376 293</u>
PASSIFS			
Découvert bancaire	10		
Emprunts temporaires	11		
Créditeurs et charges à payer (note 10)	12	21 858 235	20 456 986
Revenus reportés (note 11)	13		
Dette à long terme (note 12)	14	36 152 278	29 065 422
Passif au titre des avantages sociaux futurs (note 8)	15	1 402 000	1 385 000
	16	<u>59 412 513</u>	<u>50 907 408</u>
ACTIFS FINANCIERS NETS (DETTE NETTE)	17	<u>(5 046 875)</u>	<u>(11 531 115)</u>
ACTIFS NON FINANCIERS			
Immobilisations (note 13)	18	21 752	61 169
Propriétés destinées à la revente (note 14)	19		
Stocks de fournitures	20		
Autres actifs non financiers (note 15)	21		9 233
	22	<u>21 752</u>	<u>70 402</u>
EXCÉDENT (DÉFICIT) ACCUMULÉ	23	<u>(5 025 123)</u>	<u>(11 460 713)</u>
Engagements contractuels (note 16)			
Éventualités (note 17)			

Les notes et les renseignements complémentaires font partie intégrante des états financiers.

**ÉTAT DES FLUX DE TRÉSORERIE
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2010**

		2010	2009
Activités de fonctionnement			
Excédent (déficit) de l'exercice	1	6 435 590	(8 240 532)
Éléments sans effet sur la trésorerie			
Amortissement	2	50 437	77 068
Autres			
-	3		
-	4		
	5	6 486 027	(8 163 464)
Variation nette des éléments hors caisse			
Placements temporaires de plus de trois mois	6		
Débiteurs	7	1 796 676	(1 545 750)
Autres placements à long terme	8		
Autres actifs financiers	9		
Créditeurs et charges à payer	10	1 401 249	2 573 053
Revenus reportés	11		
Actif / passif au titre des avantages sociaux futurs	12	17 000	215 000
Propriétés destinées à la revente	13		
Stocks de fournitures	14		
Autres actifs non financiers	15	9 233	(30)
	16	9 710 185	(6 921 191)
Activités d'investissement en immobilisations			
Acquisition	17	(11 020)	(5 197)
Produit de cession	18		
	19	(11 020)	(5 197)
Activités d'investissement en prêts, placements à long terme et participations dans des entreprises municipales			
Émission ou acquisition	20	()	()
Remboursement ou cession	21		
	22		
Activités de financement			
Émission de dettes à long terme	23	8 736 000	4 230 000
Remboursement de la dette à long terme	24	(1 620 000)	(1 346 000)
Variation nette des emprunts temporaires	25		
Variation nette des frais reportés liés à la dette à long terme	26	(29 144)	16 068
Autres			
-	27		
-	28		
	29	7 086 856	2 900 068
Augmentation (diminution) de la trésorerie et des équivalents de trésorerie			
	30	16 786 021	(4 026 320)
Trésorerie et équivalents de trésorerie (insuffisance) au début de l'exercice			
	31	37 396 277	41 422 597
Trésorerie et équivalents de trésorerie (insuffisance) à la fin de l'exercice¹			
	32	54 182 298	37 396 277

Les notes et les renseignements complémentaires font partie intégrante des états financiers.

1. La trésorerie et les équivalents de trésorerie sont composés de l'encaisse, du découvert bancaire et des placements temporaires dont l'échéance initiale est de moins de trois mois.

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2010**

1. Statut de l'organisme municipal

La Communauté métropolitaine de Montréal ("La Communauté") est un organisme de réglementation, planification, coordination et de financement dans l'exercice des compétences qui lui sont conférées par la Loi sur la Communauté métropolitaine de Montréal (L.R.Q., c. C-37, 01).

2. Principales méthodes comptables**A) Périmètre comptable**

La Communauté ne contrôle aucun organisme et ne participe à aucun partenariat.

B) Comptabilité d'exercice

Les états financiers sont dressés conformément aux principes comptables généralement reconnus recommandés par le Conseil sur la comptabilité dans le secteur public de l'Institut Canadien des Comptables Agréés.

La comptabilisation des transactions s'effectue selon la méthode de comptabilité d'exercice. En vertu de cette méthode, les éléments de revenus, de charges, d'actifs et de passifs sont constatés au cours de l'exercice où ont lieu les faits et les transactions leur donnant lieu.

Les charges comprennent le coût des biens consommés et des services obtenus au cours de l'exercice et incluent l'amortissement annuel du coût des immobilisations.

C) Stocks

N/A

D) Immobilisations

Les immobilisations sont comptabilisées au coût. Les immobilisations sont amorties en fonction de leur durée de vie utile estimative selon la méthode de l'amortissement linéaire sur les périodes suivantes :

Ameublement; 5 ans

Équipement informatique ; 3 ans

E) Revenus de transfert

Les revenus de transfert sont constatés aux états financiers dans l'exercice au cours duquel surviennent les faits qui donnent lieu aux transferts, dans la mesure où ils ont été autorisés, les critères d'admissibilité ont été satisfaits et une estimation raisonnable des montants est possible.

Autes Actifs non financiers

La Communauté possède des licences d'utilisation de données numériques dans le domaine de l'orthophotographie. Elles sont capitalisées au coût et amorties soit aux 2 ans, soit dans l'année acquisition selon leur durée de vie utile.

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2010**

F) Avantages sociaux futurs

Avantages sociaux futurs à prestations déterminées

En plus des prestations de retraite, ces avantages comprennent notamment :

- les avantages complémentaires de retraite comme la couverture des soins de santé et l'assurance vie offertes aux retraités;

La charge est établie selon la comptabilité d'exercice intégrale de manière à attribuer le coût des prestations constituées aux exercices au cours desquels les services correspondants sont rendus par les salariés participants. Se rajoutent, à titre de frais de financement, les intérêts débiteurs sur les obligations au titre des prestations constituées moins le rendement espéré des actifs du régime.

Un actif ou un passif au titre des avantages sociaux futurs est présenté à l'état de la situation financière pour refléter l'écart à la fin de l'exercice entre la valeur des obligations au titre des prestations constituées et la valeur des actifs du régime, net des gains et pertes actuariels non amortis et net d'une provision pour moins-value dans le cas d'un actif s'il y a lieu.

Les obligations au titre des prestations constituées sont calculées de façon actuarielle selon la méthode dite répartition des prestations au prorata des services avec projection des salaires futurs, à partir du taux d'actualisation fixé, correspondant au coût d'émission des nouvelles obligations municipales en vigueur en décembre 2010 et des hypothèse les plus probables par la Communauté en matière d'évolution des salaires, de roulement du personnel, d'âge de départ à la retraite des participants, d'évolution des coûts futurs et d'autres facteurs actuariels.

Aux fins du calcul de la valeur des actifs et du rendement espéré des actifs, ceux-ci sont évalués selon la méthode de la valeur marchande.

Les gains et les pertes actuariels sont amortis sur la durée moyenne estimative du reste de la carrière active (DMERCA) des salariés participants. L'amortissement débute dans l'exercice subséquent à celui de la constatation du gain ou de la perte.

Le coût des services passés découlant d'une modification de régime est passé immédiatement en charge à la dépenses de fonctionnement. Aucun coût des services passés n'a été constaté pour le période.

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2010**

G) Montant à pouvoir dans le futur

Tel que décidé par la Communauté métropolitaine de Montréal, aucun montant à pouvoir dans le futur n'a été créé en contrepartie du déficit initial.

H) Autres éléments**Utilisation d'estimations:**

La préparation des états financiers selon les principes comptables généralement reconnus du Canada, exige que la direction fasse des estimations et des hypothèses qui touchent les éléments d'actif et de passif présentés, incluant la divulgation de l'actif et du passif éventuels à la date des états financiers, et les produits et les charges présentés pour la période. Les résultats réels pourraient différer des estimations.

Placements temporaires:

Les placements temporaires, constitués de dépôts à terme, sont présentés au moindre du coût et de la juste valeur.

Frais d'émission de la dette à long terme.

Les frais d'émission liés à la dette à long terme sont reportés et amortis sur la durée de chaque emprunt concerné selon la méthode linéaire. Le solde non amorti est inclus aux frais reportés liés à la dette à long terme. La dette à long terme est présentée nette de ces frais à l'état de la situation financière.

3. Modification de méthodes comptables

O/S

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2010**

	2010	2009
4. Encaisse et placements affectés		
Montants affectés compris dans les actifs financiers suivants :		
Encaisse	1	
Placements temporaires	2	50 000 000
Placements à long terme	3	

Note

5. Débiteurs			
Taxes municipales	4		
Taxes-certificats de vente pour défaut de paiement des taxes	5		
Gouvernement du Québec et ses entreprises	6		
Gouvernement du Canada et ses entreprises	7	20 808	29 429
Organismes municipaux	8	158 903	
Autres			
- Gouvernement du Québec	9		1 544 460
- Autres	10	3 629	406 127
	11	183 340	1 980 016

Montants des débiteurs affectés au remboursement de la dette à long terme

Gouvernement du Québec et ses entreprises	12		
Organismes municipaux	13		
Autres tiers	14		
	15		

Provision pour créances douteuses déduite des débiteurs

	16		
--	----	--	--

Note

6. Prêts			
Prêts à un office d'habitation	17		
Prêts à un fonds d'investissement	18		
Autres			
-	19		
-	20		
	21		

Note

7. Placements à long terme			
Placements à titre d'investissement	22		
Autres placements	23		
	24		

Note

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2010**

		2010	2009
8. Avantages sociaux futurs			
Actif (passif) au titre des avantages sociaux futurs			
Actif (passif) des régimes à prestations déterminées capitalisés	25	(118 000)	(292 000)
(Passif) des régimes à prestations déterminées non capitalisés	26	(1 284 000)	(1 093 000)
	27	<u>(1 402 000)</u>	<u>(1 385 000)</u>
Charge de l'exercice			
Régimes à prestations déterminées capitalisés	28	447 000	451 000
Régimes à prestations déterminées non capitalisés	29	224 000	170 000
Régimes à cotisations déterminées	30		
Autres régimes (REER et autres)	31		
Régimes de retraite des élus municipaux	32	74 310	62 982
	33	<u>745 310</u>	<u>683 982</u>

Se référer à la section "Autres renseignements complémentaires" pour plus de détails.

9. Autres actifs financiers			
Propriétés destinées à la revente (note 14)	34		
Autres	35		
	36		

Note

10. Crédoiteurs et charges à payer			
Fournisseurs	37	4 607 543	7 727 960
Salaires et avantages sociaux	38	139 730	63 807
Dépôts et retenues de garantie	39		
Provision pour contestations d'évaluation	40		
Activités de fermeture et d'après-fermeture des sites d'enfouissement	41		
Autres			
- Organismes municipaux	42	17 110 962	12 665 219
-	43		
-	44		
-	45		
-	46		
	47	<u>21 858 235</u>	<u>20 456 986</u>

Note

11. Revenus reportés			
Taxes perçues d'avance	48		
Transferts	49		
Autres			
-	50		
-	51		
	52		

Note

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2010**

						2010	2009
12. Dette à long terme	<u>Taux d'intérêt</u>		<u>Échéance</u>				
	<u>de</u>	<u>à</u>	<u>de</u>	<u>à</u>			
Obligations et billets en monnaie canadienne	3,15	4,25	2012	2015	53	36 542 000	29 426 000
Obligations et billets en monnaies étrangères					54		
Autres dettes à long terme							
Gouvernement du Québec et ses entreprises					55		
Organismes municipaux					56		
Obligations découlant de contrats de location-acquisition					57		
Autres					58		
					59	36 542 000	29 426 000
Frais reportés liés à la dette à long terme					60	(389 722)	(360 578)
					61	36 152 278	29 065 422

Les versements estimatifs sur la dette à long terme pour les prochains exercices sont les suivants :

	<u>Obligations et billets</u>		<u>Autres dettes à long terme</u>			<u>Total 2010</u>	
	<u>Avec fonds d'amortissement</u>	<u>Sans fonds d'amortissement</u>	<u>Location-acquisition</u>	<u>Autres</u>			
2011	62	70	2 113 000	78	87	95	2 113 000
2012	63	71	14 674 000	79	88	96	14 674 000
2013	64	72	9 010 000	80	89	97	9 010 000
2014	65	73	3 807 000	81	90	98	3 807 000
2015	66	74	6 938 000	82	91	99	6 938 000
2016 et +	67	75		83	92	100	
	68	76	36 542 000	84	93	101	36 542 000
Intérêts et frais accessoires				85	()	102	()
	69	77	36 542 000	86	94	103	36 542 000

Note

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2010**

13. Immobilisations		Solde au début		Addition		Cession / Ajustement		Solde à la fin
COÛT								
Infrastructures								
Eau potable	104	132		159		186		
Eaux usées	105	133		160		187		
Chemins, rues, routes, trottoirs, ponts, tunnels et viaducs	106	134		161		188		
Autres	107	135		162		189		
Réseau d'électricité	108	136		163		190		
Bâtiments	109	137		164		191		
Améliorations locatives	110	138		165		192		
Véhicules	111	139		166		193		
Ameublement et équipement de bureau	112	1 279 393	140	11 020	167	194		1 290 413
Machinerie, outillage et équipement divers	113	141		168		195		
Terrains	114	142		169		196		
Autres	115	143		170		197		
	116	<u>1 279 393</u>	144	<u>11 020</u>	171	<u>198</u>		<u>1 290 413</u>
Immobilisations en cours	117		145		172		199	
	118	<u>1 279 393</u>	146	<u>11 020</u>	173	<u>200</u>		<u>1 290 413</u>
AMORTISSEMENT CUMULÉ								
Infrastructures								
Eau potable	119	147		174		201		
Eaux usées	120	148		175		202		
Chemins, rues, routes, trottoirs, ponts, tunnels et viaducs	121	149		176		203		
Autres	122	150		177		204		
Réseau d'électricité	123	151		178		205		
Bâtiments	124	152		179		206		
Améliorations locatives	125	153		180		207		
Véhicules	126	154		181		208		
Ameublement et équipement de bureau	127	1 218 224	155	50 437	182	209		1 268 661
Machinerie, outillage et équipement divers	128	156		183		210		
Autres	129	157		184		211		
	130	<u>1 218 224</u>	158	<u>50 437</u>	185	<u>212</u>		<u>1 268 661</u>
VALEUR COMPTABLE NETTE	131	<u>61 169</u>				213		<u>21 752</u>
Biens loués en vertu de contrats de location-acquisition inclus dans les immobilisations								
Coût	214		217		219		221	
Amortissement cumulé	215	(_____)	218	(_____)	220	(_____)	222	(_____)
Valeur comptable nette	216	<u> </u>				<u> </u>	223	<u> </u>

Note

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2010**

Droits des licences :

La Valeur comptable capitalisée et amortie est de l'ordre de 1 369 993\$ au 31 décembre 2010. La valeur nette aux livres au 31 décembre 2010 est nulle.

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2010**

	2010	2009
14. Propriétés destinées à la revente		
Immeubles de la réserve foncière	224	
Immeubles industriels municipaux	225	
Autres	226	
	227	
Présentées à titre d'autres actifs financiers (note 9)	228	
Présentées à titre d'actifs non financiers sous le poste "Propriétés destinées à la revente"	229	

Note

15. Autres actifs non financiers		
Frais payés d'avance	230	9 233
Frais reportés		
-	231	
-	232	
	233	9 233

Note**16. Engagements contractuels**

Les engagements contractuels au 31 décembre 2010 se répartissent comme suit:

a) Bail: les montants exigibles, jusqu'au 31 juillet 2014, en vertu du bail pour locaux loués totalisent 2 157 197\$. Les loyers annuels seront:

(2011) 616 342 \$; (2012) 616 342 \$; (2013) 616 342 et (2014) 308 171\$.

b) La Communauté a finalisé le premier volet de son programme de mise en valeur des espaces bleus. Un deuxième volet a été mis en place et comporte, pour la première phase, un engagement conjoint de la Communauté et du Ministère des Affaires municipales, Régions et Occupation du territoire de 1 500 000 \$ chacun. Une deuxième phase du deuxième volet comporte un engagement de 4 500 000 \$ de la part de la Communauté. Ce programme subventionne des projets municipaux de mise en valeur des espaces bleus. Les projets sélectionnés ont été subventionnés mais la réalisation des certains ne sont pas complétés en 2010. Un troisième volet a été mis en place et comporte un engagement conjoint de la Communauté et du Ministère des affaires municipales, Régions et Occupation du territoire de 1 500 000\$ chacun.

c) La Communauté a approuvé des projets d'acquisition de boisés à valeur écologique dans le cadre d'une convention avec l'organisme Conservation de la Nature. Au 31 décembre 2010, un montant cumulatif de 398 116 \$ a été déboursé relativement à ces projets et le solde potentiel exigible est évalué à 1 615 161 \$. Un nouveau volet avec un budget disponible de 3 000 000\$ n'a pas été dépensé en 2010.

d) Contrat pour des services de support informatique d'une durée de trois ans:

(2011) 141 589 \$; (2012) 68 550 ; (2013) 57 375

e) Contrat en pour des services en Transport d'une durée de trois ans:

(2011) 116 261\$; (2012) 116 261\$; (2013) 50 000\$

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2010**

17. Éventualités**a) Cautionnement et garantie**

N/A

b) Auto-assurance

N/A

c) Poursuites

N/A

d) Autres

Instruments financiers:

a) Risque de crédit:

La Communauté n'est exposée à aucun risque important à l'égard d'un débiteur ou d'une quelconque contrepartie.

b) Juste valeur des instruments financiers:

La valeur comptable de l'encaisse, des placements temporaires, des débiteurs ainsi que des créditeurs se rapproche de leur juste valeur du fait que ces éléments ont des échéances relativement brèves.

Dettes à long terme :

La juste valeur marchande de la dette a été établie à 32 877 676 \$

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2010**

18. Redressement aux exercices antérieurs

S.O.

19. Données budgétaires

S.O.

20.**Logement social:**

Les disponibilités du fonds de logement social pourront être affectées à des projets en cours de réalisation conformément aux obligations imposées à la Communauté en vertu des articles 152 à 153.1 de la Loi sur la Communauté métropolitaine de Montréal.

21.

Financement à long terme des activités de fonctionnement:

La Communauté a adopté le règlement 2005-31 autorisant un emprunt de 51 000 000\$ relativement aux coûts du logement social. Le Ministère des affaires municipales, régions et Occupation du territoire a approuvé le règlement d'emprunt 2005-31 au cours de l'exercice financier 2005.

Le financement de la dette à long terme a été comptabilisé aux états financiers tel que prescrit par le manuel de la présentation de l'information financière. Au 31 décembre 2010, un montant de 5 992 236 \$ a été affecté au cours de l'exercice au financement à long terme des activités financières, pour un total de 5 861 736 déduction faite des frais d'émission .

**AUTRES RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES
EXCÉDENT (DÉFICIT) ACCUMULÉ
AU 31 DÉCEMBRE 2010**

		2010	2009
Excédent (déficit) accumulé			
Excédent (déficit) de fonctionnement non affecté	1	13 881 289	2 854 039
Excédent de fonctionnement affecté, réserves financières et fonds réservés	2	23 475 572	23 655 579
Montant à pourvoir dans le futur	3 ()	(
Financement des investissements en cours	4		
Investissement net dans les éléments à long terme	5	(42 381 984)	(37 970 331)
	6	(5 025 123)	(11 460 713)

VENTILATION DES DIFFÉRENTS ÉLÉMENTS

Excédent de fonctionnement affecté, réserves financières et fonds réservés

Excédent de fonctionnement affecté			
- Affectation du surplus	7	8 361 838	7 571 836
-	8		
-	9		
-	10		
-	11		
-	12		
-	13		
	14	8 361 838	7 571 836
Réserves financières			
-	15		
-	16		
-	17		
-	18		
-	19		
	20		
Fonds réservés			
Fonds de roulement	21		
Fonds parcs et terrains de jeux	22		
Fonds local (ou fonds régional pour les MRC) - Réfection et entretien de certaines voies publiques	23		
Société québécoise d'assainissement des eaux	24		
Soldes disponibles des règlements d'emprunt fermés	25		
Fonds d'amortissement	26		
Financement des activités de fonctionnement	27		
Autres			
- Fonds du logement social	28	480 222	480 221
- Fonds du dév. métropolitain	29	14 633 512	15 603 522
-	30		
-	31		
	32	15 113 734	16 083 743
	33	23 475 572	23 655 579

AUTRES RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES
EXCÉDENT (DÉFICIT) ACCUMULÉ (suite)
AU 31 DÉCEMBRE 2010

	2010	2009
VENTILATION DES DIFFÉRENTS ÉLÉMENTS (suite)		
Montant à pourvoir dans le futur		
Modifications comptables du 1 ^{er} janvier 2000		
Salaires et avantages sociaux	34 () (
Intérêts sur la dette à long terme	35 () (
Avantages sociaux futurs		
Déficit initial au 1 ^{er} janvier 2007		
Régimes capitalisés	36 () (
Régimes non capitalisés	37 () (
Avantages postérieurs au 1 ^{er} janvier 2007		
Régimes capitalisés		
Mesure d'allègement pour la crise financière 2008	38 () (
Autres	39 () (
Régimes non capitalisés	40 () (
Frais de fermeture et d'après-fermeture des sites d'enfouissement	41 () (
Autres		
-	42 () (
-	43 () (
	44 () (
Financement des investissements en cours		
Financement non utilisé	45	
Investissements à financer	46 () (
	47	
Investissement net dans les éléments à long terme		
Éléments d'actif		
Immobilisations	48	21 752
Propriétés destinées à la revente	49	61 169
Prêts	50	
Placements à titre d'investissement	51	
Participations dans des entreprises municipales	52	
	53	21 752
Éléments de passif		
Dette à long terme	54	36 152 278
Frais reportés liés à la dette à long terme	55	389 722
Montants des débiteurs et autres montants affectés au remboursement de la dette à long terme	56 () (
Autres dettes n'affectant pas l'investissement net	57 () (
	58	36 542 000
Dette en cours de refinancement et autres éléments	59	8 605 500
	60	42 403 736
	61	(42 381 984)
		(37 970 331)

**AUTRES RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES
AVANTAGES SOCIAUX FUTURS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2010**

A) RÉGIMES CAPITALISÉS D'AVANTAGES SOCIAUX FUTURS À PRESTATIONS DÉTERMINÉES

	Régimes de retraite enregistrés	Régimes supplémentaires de retraite	Régimes d'avantages complémentaires de retraite
Nombre de régimes à la fin de l'exercice	1 <u>1</u>	2 <u> </u>	3 <u> </u>

Description des régimes, date de la plus récente évaluation actuarielle et autres renseignements

Le régime de retraite à prestation déterminées offert à l'ensemble des employés est contributif. Ce régime prévoit des prestations basées sur la moyenne des salaires en fin de carrière et les rentes accumulées sont indexées à chaque année.

Le régime est à prestation déterminées et les cotisations salariales des participants s'élèvent à 6.0% du salaire. La rente de retraite est égale à 2.0% du salaire final moyen pour chaque années de service crédité, moins le rente de rattachement. Une rente de rattachement est payable jusqu'à 65 ans et est égale à 25.0% du salaire final moyen, jusqu'à concurrence du maximum des gains admissibles au montant de la retraite, multiplié par le ratio du nombre d'années de service crédité jusqu'à concurrence de 35 années, sur 35. La rente de retraite et la rente de rattachement sont ajustées annuellement en fonction de l'augmentation de l'indice des prix à la consommation, jusqu'à concurrence de 2.0%. La rente de retraite et la rente de rattachement sont réduites pour cause de retraite anticipée de 0.25% par mois précédent l'atteint de la règle de 90 points (âge et années de service) ou de l'âge de 65 ans, selon le premier événement.

AUTRES RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES
AVANTAGES SOCIAUX FUTURS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2010

	<u>2010</u>	<u>2009</u>
Conciliation de l'actif (passif) au titre des avantages sociaux futurs		
Actif (passif) au début de l'exercice	4 (292 000)	(216 000)
Charge de l'exercice	5 (447 000)	(451 000)
Cotisations versées par l'employeur	6 621 000	375 000
Actif (passif) à la fin de l'exercice	7 <u>(118 000)</u>	<u>(292 000)</u>
Situation actuarielle aux fins de la comptabilisation		
Valeur des actifs à la fin de l'exercice	8 5 095 000	3 999 000
Valeur des obligations au titre des prestations constituées à la fin de l'exercice	9 (<u>6 333 000</u>)	(<u>4 917 000</u>)
Situation actuarielle nette : excédent (déficit) de comptabilisation	10 (1 238 000)	(918 000)
Pertes actuarielles non amorties (gains actuariels non amortis)	11 <u>1 120 000</u>	<u>626 000</u>
Actif (passif) au titre des avantages sociaux futurs avant provision pour moins-value	12 (118 000)	(292 000)
Provision pour moins-value	13 ()	()
Actif (passif) au titre des avantages sociaux futurs à la fin de l'exercice	14 <u>(118 000)</u>	<u>(292 000)</u>
Situation actuarielle aux fins de la comptabilisation des régimes dont la valeur des obligations excède la valeur des actifs		
Nombre de régimes en cause	15 <u>1</u>	<u>1</u>
Valeur des actifs à la fin de l'exercice	16 5 095 000	3 999 000
Valeur des obligations au titre des prestations constituées à la fin de l'exercice	17 (<u>6 333 000</u>)	(<u>4 917 000</u>)
Situation actuarielle nette : déficit de comptabilisation	18 (<u>1 238 000</u>)	(<u>918 000</u>)
Charge de l'exercice		
Coût des avantages pour les services rendus au cours de l'exercice	19 564 000	534 000
Coût des services passés découlant d'une modification de régime	20 <u>564 000</u>	<u>534 000</u>
Cotisations salariales des employés	21 (201 000)	(191 000)
Cotisations des autres employeurs dans le cas de régimes interemployeurs dont l'organisme municipal est le promoteur	22 ()	()
Amortissement des pertes actuarielles (gains actuariels)	23 <u>363 000</u>	<u>343 000</u>
Pertes actuarielles constatées (gains actuariels constatés) lors d'une modification de régime ou de la variation de la provision pour moins-value	24 36 000	45 000
Pertes nettes (gains nets) découlant d'une compression de régime	25	
Pertes nettes (gains nets) découlant d'un règlement de régime	26	
Variation de la provision pour moins-value	27	
Autres	28	
-	29	
-	30	
Charge de l'exercice excluant les intérêts	31 <u>399 000</u>	<u>388 000</u>
Intérêts débiteurs sur les obligations au titre des prestations constituées	32 312 000	267 000
Rendement espéré des actifs	33 (<u>264 000</u>)	(<u>204 000</u>)
Charge d'intérêts nette (intérêts créditeurs nets)	34 48 000	63 000
Charge de l'exercice	35 <u>447 000</u>	<u>451 000</u>
	36	

AUTRES RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES
AVANTAGES SOCIAUX FUTURS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2010

	2010	2009
Informations complémentaires		
Rendement réel des actifs pour l'exercice	37 287 000	369 000
Rendement espéré des actifs pour l'exercice	38 (264 000)	(204 000)
Gain (perte) de l'exercice sur le rendement des actifs	39 23 000	165 000
Gain (perte) de l'exercice sur les obligations au titre des prestations constituées	40 553 000	
Prestations versées au cours de l'exercice	41 13 000	119 000
Valeur de marché des actifs à la fin de l'exercice (si différente de la valeur des actifs présentée à la ligne 8)	42	
Valeur de marché des actifs à la fin de l'exercice constitués de titres de créances émis par l'organisme municipal	43	
DMERCA (moyenne pondérée s'il y a lieu)	44 19	19
Hypothèses d'évaluation actuarielle de la comptabilisation (taux pondéré s'il y a plus d'un régime)		
Taux d'actualisation (fin d'exercice)	45 5,75 %	6,00 %
Taux de rendement prévu à long terme (au cours de l'exercice)	46 6,00 %	6,00 %
Taux de croissance des salaires (fin d'exercice)	47 3,75 %	3,75 %
Taux d'inflation (fin d'exercice)	48 2,50 %	2,75 %
Taux initial de croissance du coût des soins de santé (fin d'exercice)	49 %	%
Taux ultime de croissance du coût des soins de santé (fin d'exercice)	50 %	%
Année où la tendance rejoint le taux ultime (fin d'exercice)	51	
Autres hypothèses économiques		
-	52	
-	53	

B) RÉGIMES NON CAPITALISÉS D'AVANTAGES SOCIAUX FUTURS À PRESTATIONS DÉTERMINÉES

	Régimes supplémentaires de retraite	Régimes d'avantages complémentaires de retraite	Autres avantages sociaux futurs
Nombre de régimes à la fin de l'exercice	54 <u>1</u>	55 <u>1</u>	56 <u>1</u>

Description des régimes, date de la plus récente évaluation actuarielle et autres renseignements

Un régime complémentaire de retraite est offert aux retraités et à leurs personnes à charge. Ce régime comprend une protection pour l'assurance santé.

Le programme d'assurance santé couvre les médicaments, les soins hospitaliers, les soins visuels, les soins paramédicaux et les soins dentaires. La couverture cesse au décès du participant retraité.

Les primes du programmes d'assurance santé sont versé à 82.0% par l'employeur et à 18.0% par le participant retraité. Dans la cas de la couverture des médicaments, une surprime est payable par tout participant retraité de 65 ou plus. Le participant doit acquitter la surprime de la couverture pour le régime public d'assurance médicaments. Le régime complémentaire de retraite continue alors à rembourser la différence entre ce qui aurait été payable au retraité participant si ce dernier avait acquitté la surprime et le remboursement effectué par le régime public d'assurance médicaments.

AUTRES RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES
AVANTAGES SOCIAUX FUTURS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2010

La Communauté métropolitaine de Montréal (CMM) parraine également un régime supplémentaire de retraite à prestations déterminées. Le régime supplémentaire de retraite à prestations déterminées est offert aux officiers de la CMM et n'est pas contributif, toutefois, il contient une provision pour cotisations fictives. Ce régime prévoit des prestations basées sur la moyenne des salaires en fin carrière et les rentes accumulées sont indexées à chaque année.

Le régime supplémentaire est à prestations déterminées et les cotisations fictives des participants s'élèvent à 9.0% du salaire moins les cotisations versées au régime de retraite des employés de la CMM (régime enregistré). La rente de retraite est égale à 2.0% du salaire final indexé pour chaque année de service crédité, moins une rente viagère qui est l'équivalent actuariel des cotisation fictives, moins une rente viagère qui est la rente actuarielle payable du régime enregistré. De plus, la rente de raccordement est égale à 0.50% du salaires final indexé pour chaque année de service crédité, moins une rente de raccordement qui est l'équivalent actuariel de la rente payable du régime enregistré.

La rente de retraite et la rente de raccordement sont ajustées annuellement selon une formule en fonction de l'indice des prix à la consommation. La rente de retraite et la rente de raccordement sont réduites pour cause de retraite anticipée de 0.5% par mois d'anticipation avant 55 ans et .25% par mois entre l'âge de 55 ans et l'atteinte de la règle du 80 points (âge et années de service) ou de l'âge de 60 ans, selon le premier évènement.

	<u>2010</u>	<u>2009</u>
Conciliation du passif au titre des avantages sociaux futurs		
Passif au début de l'exercice	57 (1 093 000)	(954 000)
Charge de l'exercice	58 (224 000)	(170 000)
Prestations ou primes versées par l'employeur	59 33 000	31 000
Passif à la fin de l'exercice	60 (<u>1 284 000</u>)	(<u>1 093 000</u>)

Situation actuarielle aux fins de la comptabilisation

Valeur des obligations au titre des prestations constituées à la fin de l'exercice	61 (1 391 000)	(1 216 000)
Pertes actuarielles non amorties (gains actuariels non amortis)	62 <u>107 000</u>	<u>123 000</u>
Passif au titre des avantages sociaux futurs à la fin de l'exercice	63 (<u>1 284 000</u>)	(<u>1 093 000</u>)

AUTRES RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES
AVANTAGES SOCIAUX FUTURS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2010

	2010	2009
Charge de l'exercice		
Coût des avantages pour les services rendus au cours de l'exercice	64 137 000	103 000
Coût des services passés découlant d'une modification de régime	65	
	66 137 000	103 000
Prestations ou primes à la charge des autres employeurs dans le cas de régimes interemployeurs dont l'organisme municipal est le promoteur	67 ()	()
	68 137 000	103 000
Amortissement des pertes actuarielles (gains actuariels)	69 30 000	17 000
Pertes actuarielles constatées (gains actuariels constatés) lors d'une modification de régime	70	
Pertes nettes (gains nets) découlant d'une compression de régime	71	
Pertes nettes (gains nets) découlant d'un règlement de régime	72	
Autres		
-	73	
-	74	
Charge de l'exercice excluant les intérêts	75 167 000	120 000
Intérêts débiteurs sur les obligations au titre des prestations constituées	76 57 000	50 000
Charge de l'exercice	77 224 000	170 000

Informations complémentaires

Gain (perte) de l'exercice sur les obligations au titre des prestations constituées	78 (14 000)	(91 000)
DMERCA (moyenne pondérée s'il y a lieu)	79 17	17

Hypothèses d'évaluation actuarielle de la comptabilisation

(taux pondéré s'il y a plus d'un régime)			
Taux d'actualisation (fin d'exercice)	80	4,25 %	4,75 %
Taux de croissance des salaires (fin d'exercice)	81	3,75 %	3,75 %
Taux d'inflation (fin d'exercice)	82	2,50 %	2,75 %
Taux initial de croissance du coût des soins de santé (fin d'exercice)	83	5,25 %	5,25 %
Taux ultime de croissance du coût des soins de santé (fin d'exercice)	84	3,25 %	3,25 %
Année où la tendance rejoint le taux ultime (fin d'exercice)	85	2015	2015
Autres hypothèses économiques			
-	86	33	33
-	87	9	9

C) RÉGIMES DE RETRAITE À COTISATIONS DÉTERMINÉES

Nombre de régimes à la fin de l'exercice 88 _____

Description des régimes et autres renseignements

	2010	2009
Charge de l'exercice		
Cotisations de l'employeur	89	

**AUTRES RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES
AVANTAGES SOCIAUX FUTURS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2010**

D) AUTRES RÉGIMES (REER individuel, REER collectif et autres)

Nombre d'autres régimes à la fin de l'exercice 90 _____

Description des régimes et autres renseignements

	2010	2009
Charge de l'exercice		
Cotisations de l'employeur 91		

E) RÉGIMES DE RETRAITE DES ÉLUS MUNICIPAUX

Participation au Régime de retraite des élus municipaux (RREM) 92 Oui
93 Non

	2010	2009
Nombre d'élus participants à la fin de l'exercice 94	38	30

Description du régime

Le Régime de retraite des élus municipaux (RREM) et le Régime de prestations supplémentaires des élus municipaux (RPSEM), ce dernier s'appliquant de façon complémentaire s'il y a lieu aux élus municipaux en poste le 31 décembre 2000 et aux personnes ayant droit à une rente du RREM à cette date, sont des régimes à prestations déterminées gérés en vertu de la Loi sur le régime de retraite des élus municipaux (L.R.Q., c. R-9.3). Dans le cas du RREM, les élus participants et les municipalités participantes se partagent le financement du régime par le versement de cotisations dans le cas des élus et de contributions dans le cas des municipalités. Dans le cas du RPSEM, seules les municipalités participantes sont responsables de verser les contributions requises. Les cotisations et les contributions sont établies conformément aux taux et règles fixés par règlement du gouvernement.

Étant donné que ces deux régimes sont des régimes à employeurs multiples administrés par la Commission administrative des régimes de retraite et d'assurances (CARRA), qui ne comportent pas de comptes distincts, les municipalités participantes comptabilisent ces régimes comme s'ils étaient des régimes à cotisations déterminées. Ainsi, la charge encourue dans un exercice donné par une municipalité participante relativement à ces régimes de retraite correspond aux contributions devant être versées par elle pour cet exercice telles qu'établies par règlement du gouvernement.

	2010	2009
Cotisations des élus au RREM 95	22 307	18 689
Charge de l'exercice		
Contributions de l'employeur au RREM 96	74 310	62 982
Contributions de l'employeur à titre de participation au RPSEM 97	74 310	62 982
	74 310	62 982

Note

AUTRES RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES
ENDETTEMENT TOTAL NET À LONG TERME
AU 31 DÉCEMBRE 2010

		Total
Dettes à long terme (note 12)	1	36 542 000
Ajouter		
Activités d'investissement à financer	2	
Activités de fonctionnement à financer	3	(1 402 000)
Dettes en cours de refinancement	4	
Passif au titre des avantages sociaux futurs	5	1 402 000
Autres		
-	6	
-	7	
Déduire		
Sommes affectées au remboursement de la dette à long terme		
Excédent accumulé	8	
Débiteurs	9	
Autres montants	10	
Montant non utilisé d'emprunts à long terme contractés	11	
Actif au titre des avantages sociaux futurs	12	
Autres déductions		
-	13	
-	14	
Endettement net à long terme	15	36 542 000
Quote-part dans l'endettement total net à long terme d'autres organismes		
Municipalité régionale de comté	16	
Communauté métropolitaine	17	
Autres organismes	18	
Endettement total net à long terme	19	36 542 000
Quote-part dans la dette à long terme de l'agglomération (pour les municipalités reconstituées liées à une agglomération fonctionnant par quotes-parts)	20	
Endettement total net à long terme (compte tenu de l'agglomération s'il y a lieu)	21	36 542 000
Endettement lié au réseau d'électricité (inclus ci-dessus)	22	

RENSEIGNEMENTS NON AUDITÉS

**ANALYSE DES REVENUS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2010**

TRANSFERTS	Budget 2010	Réalisations 2010	Réalisations 2009
TRANSFERTS RELATIFS À DES ENTENTES DE PARTAGE DE FRAIS ET AUTRES TRANSFERTS - FONCTIONNEMENT			
Administration générale	53	16 600 000	16 610 140
Sécurité publique			17 000 000
Police	54		
Sécurité incendie	55		
Sécurité civile	56		
Autres	57		
Transport			
Réseau routier			
Voirie municipale	58		
Enlèvement de la neige	59		
Autres	60		
Transport collectif			
Transport en commun			
Transport régulier	61		
Transport adapté	62		
Transport scolaire	63		
Autres	64		
Transport aérien	65		
Transport par eau	66		
Autres	67		
Hygiène du milieu			
Eau et égout			
Approvisionnement et traitement de l'eau potable	68		
Réseau de distribution de l'eau potable	69		
Traitement des eaux usées	70		
Réseaux d'égout	71		
Matières résiduelles			
Déchets domestiques et assimilés	72		
Matières recyclables			
Collecte sélective			
Collecte et transport	73		
Tri et conditionnement	74		
Autres	75		
Autres	76		
Cours d'eau	77		
Protection de l'environnement	78		
Autres	79		
Santé et bien-être			
Logement social	80		
Sécurité du revenu	81		
Autres	82		
Aménagement, urbanisme et développement			
Aménagement, urbanisme et zonage	83		
Rénovation urbaine	84		
Promotion et développement économique	85		
Autres	86		
Loisirs et culture			
Activités récréatives	87		
Activités culturelles			
Bibliothèques	88		
Autres	89		
Réseau d'électricité	90		
	91	16 600 000	16 610 140
			17 000 000

ANALYSE DES REVENUS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2010

TRANSFERTS (suite)	Budget 2010	Réalisations 2010	Réalisations 2009
TRANSFERTS RELATIFS À DES ENTENTES DE PARTAGE DE FRAIS ET AUTRES TRANSFERTS - INVESTISSEMENT			
Administration générale	92		
Sécurité publique			
Police	93		
Sécurité incendie	94		
Sécurité civile	95		
Autres	96		
Transport			
Réseau routier			
Voirie municipale	97		
Enlèvement de la neige	98		
Autres	99		
Transport collectif			
Transport en commun			
Transport régulier	100		
Transport adapté	101		
Transport scolaire	102		
Autres	103		
Transport aérien	104		
Transport par eau	105		
Autres	106		
Hygiène du milieu			
Eau et égout			
Approvisionnement et traitement de l'eau potable	107		
Réseau de distribution de l'eau potable	108		
Traitement des eaux usées	109		
Réseaux d'égout	110		
Matières résiduelles			
Déchets domestiques et assimilés	111		
Matières recyclables			
Collecte sélective			
Collecte et transport	112		
Tri et conditionnement	113		
Autres	114		
Autres	115		
Cours d'eau	116		
Protection de l'environnement	117		
Autres	118		
Santé et bien-être			
Logement social	119		
Sécurité du revenu	120		
Autres	121		
Aménagement, urbanisme et développement			
Aménagement, urbanisme et zonage	122		
Rénovation urbaine	123		
Promotion et développement économique	124		
Autres	125		
Loisirs et culture			
Activités récréatives	126		
Activités culturelles			
Bibliothèques	127		
Autres	128		
Réseau d'électricité	129		
	130		

**ANALYSE DES REVENUS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2010**

TRANSFERTS (suite)	Budget 2010	Réalisations 2010	Réalisations 2009
TRANSFERTS DE DROIT			
Regroupement municipal	131		
Péréquation	132		
Réorganisation municipale	133		
Neutralité	134		
Diversification des revenus	135		
Compensation provenant de la taxe de vente du Québec	136		
Programme d'aide financière aux MRC	137		
Autres	138		
	139		
TOTAL DES TRANSFERTS	140	16 600 000	16 610 140
			17 000 000

**ANALYSE DES REVENUS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2010**

SERVICES RENDUS	Budget 2010	Réalisations 2010	Réalisations 2009
SERVICES RENDUS AUX ORGANISMES MUNICIPAUX			
Administration générale			
Application de la loi	141		
Évaluation	142		
Autres	143		
	144		
Sécurité publique			
Police	145		
Sécurité incendie	146		
Sécurité civile	147		
Autres	148		
	149		
Transport			
Réseau routier			
Voirie municipale	150		
Enlèvement de la neige	151		
Autres	152		
Transport collectif	153		
Autres	154		42 500
	155		42 500
Hygiène du milieu			
Eau et égout			
Approvisionnement et traitement de l'eau potable	156		
Réseau de distribution de l'eau potable	157		
Traitement des eaux usées	158		
Réseaux d'égout	159		
Matières résiduelles			
Déchets domestiques et assimilés	160		
Matières recyclables			
Collecte sélective			
Collecte et transport	161		
Tri et conditionnement	162		
Autres	163		
Autres	164		25 000
Cours d'eau	165		
Protection de l'environnement	166		
Autres	167		
	168		25 000
Santé et bien-être			
Logement social	169		
Autres	170		
	171		
Aménagement, urbanisme et développement			
Aménagement, urbanisme et zonage	172	800 000	648 275
Rénovation urbaine	173		
Promotion et développement économique	174		29 007
Autres	175		
	176	800 000	648 275
Loisirs et culture			
Activités récréatives	177		
Activités culturelles			
Bibliothèques	178		
Autres	179		
	180		
Réseau d'électricité	181		
	182	800 000	648 275
			870 183

ANALYSE DES REVENUS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2010

SERVICES RENDUS (suite)	Budget 2010	Réalisations 2010	Réalisations 2009
AUTRES SERVICES RENDUS			
Administration générale	183		225
Sécurité publique	184		
Transport			
Réseau routier	185		
Transport collectif			
Transport en commun			
Transport régulier	186		
Transport adapté	187		
Transport scolaire	188		
Autres	189		
Autres	190		
Hygiène du milieu	191		
Santé et bien-être	192		
Aménagement, urbanisme et développement	193		
Loisirs et culture	194		
Réseau d'électricité	195		
	196		225
TOTAL DES SERVICES RENDUS	197	800 000	648 275
IMPOSITION DE DROITS			
Licences et permis	198		
Droits de mutation immobilière	199		
Droits sur les carrières et sablières	200		
Autres	201		
	202		
AMENDES ET PÉNALITÉS			
	203		
INTÉRÊTS			
	204	350 000	426 531
AUTRES REVENUS			
Gain (perte) sur cession d'immobilisations	205		
Produit de cession de propriétés destinées à la revente	206		
Gain (perte) sur cession de placements	207		
Contributions des promoteurs	208		
Contributions des automobilistes pour le transport en commun	209		
Contributions des organismes municipaux	210		
Autres	211		
	212		

**ANALYSE DES CHARGES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2010**

		Budget 2010	Réalisations 2010		Total	Réalisations 2009
		Sans ventilation de l'amortissement	Sans ventilation de l'amortissement	Ventilation de l'amortissement		
ADMINISTRATION GÉNÉRALE						
Conseil	1	1 214 800	779 962		779 962	725 454
Application de la loi	2					
Gestion financière et administrative	3	4 716 616	2 813 857		2 813 857	2 199 788
Greffe	4	620 700	510 357		510 357	439 378
Évaluation	5					
Gestion du personnel	6					
Autres	7			50 014	50 014	76 033
	8	6 552 116	4 104 176	50 014	4 154 190	3 440 653
SÉCURITÉ PUBLIQUE						
Police	9					
Sécurité incendie	10					
Sécurité civile	11					
Autres	12					
	13					
TRANSPORT						
Réseau routier						
Voirie municipale	14					
Enlèvement de la neige	15					
Éclairage des rues	16					
Circulation et stationnement	17					
Transport collectif						
Transport en commun	18					
Transport aérien	19					
Transport par eau	20					
Autres	21	883 600	475 927		475 927	426 447
	22	883 600	475 927		475 927	426 447

ANALYSE DES CHARGES (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2010

		Budget 2010		Réalizations 2010		Total	Réalizations 2009
		Sans ventilation de l'amortissement	Sans ventilation de l'amortissement	Ventilation de l'amortissement			
HYGIÈNE DU MILIEU							
Eau et égout							
Approvisionnement et traitement de l'eau potable	23						
Réseau de distribution de l'eau potable	24						
Traitement des eaux usées	25						
Réseaux d'égout	26						
Matières résiduelles							
Déchets domestiques et assimilés							
Collecte et transport	27						
Élimination	28						
Matières recyclables							
Collecte sélective							
Collecte et transport	29						
Tri et conditionnement	30						
Matières organiques							
Collecte et transport	31						
Traitement	32						
Matériaux secs	33						
Autres	34						
Plan de gestion	35						
Autres	36						
Cours d'eau	37						
Protection de l'environnement	38						
Autres	39	5 432 500	4 005 496	268	4 005 764		4 500 678
	40	5 432 500	4 005 496	268	4 005 764		4 500 678
SANTÉ ET BIEN-ÊTRE							
Logement social	41	50 030 769	33 113 926		33 113 926		50 139 569
Sécurité du revenu	42						
Autres	43						
	44	50 030 769	33 113 926		33 113 926		50 139 569
AMÉNAGEMENT, URBANISME ET DÉVELOPPEMENT							
Aménagement, urbanisme et zonage	45	6 173 800	3 315 853	155	3 316 008		2 955 565
Rénovation urbaine							
Biens patrimoniaux	46						
Autres biens	47						
Promotion et développement économique							
Industries et commerces	48						
Tourisme	49						
Autres	50						
Autres	51	5 100 000	5 433 245		5 433 245		4 340 750
	52	11 273 800	8 749 098	155	8 749 253		7 296 315

**ANALYSE DES CHARGES (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2010**

	Budget 2010	Réalisations 2010		Total	Réalisations 2009
	Sans ventilation de l'amortissement	Sans ventilation de l'amortissement	Ventilation de l'amortissement		
LOISIRS ET CULTURE					
Activités récréatives					
Centres communautaires	53				
Patinoires intérieures et extérieures	54				
Piscines, plages et ports de plaisance	55				
Parcs et terrains de jeux	56				
Parcs régionaux	57				
Expositions et foires	58				
Autres	59	25 500 000	25 500 000	25 500 000	25 500 000
	60	25 500 000	25 500 000	25 500 000	25 500 000
Activités culturelles					
Centres communautaires	61				
Bibliothèques	62				
Patrimoine					
Musées et centres d'exposition	63				
Autres ressources du patrimoine	64				
Autres	65				
	66				
	67	25 500 000	25 500 000	25 500 000	25 500 000
RÉSEAU D'ÉLECTRICITÉ					
68					
FRAIS DE FINANCEMENT					
Dettes à long terme					
Intérêts	69	1 200 000	1 441 508	1 441 508	1 242 500
Autres frais	70				
Autres frais de financement					
Avantages sociaux futurs	71				
Autres	72	1 006 400	2 138	2 138	4 227
	73	2 206 400	1 443 646	1 443 646	1 246 727
AMORTISSEMENT DES IMMOBILISATIONS					
	74	61 534	50 437 (50 437)		

Section II - Autres renseignements non audités

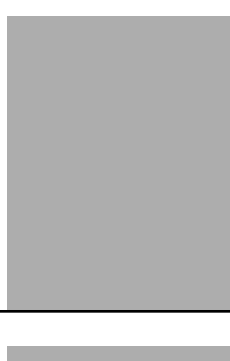
TABLE DES MATIÈRES

	<u>PAGE</u>
Autres renseignements non audités	
Acquisition d'immobilisations par catégories	31
Acquisition d'immobilisations d'infrastructures d'eau	31
Analyse de la dette à long terme	32
Quote-part à chaque municipalité membre de l'endettement total net à long terme	33
Sommaire des revenus de quotes-parts de fonctionnement et d'investissement	34
Analyse des revenus de quotes-parts de fonctionnement	35
Excédent (déficit) accumulé par activités	36
Analyse de la rémunération	37
Analyse de l'activité « Eau et égout »	37
Analyse du coût des services municipaux	38
Acquisition d'immobilisations par objets	39
Analyse de l'excédent (déficit) accumulé	40
Fonds de roulement - Capital autorisé	41
Soldes disponibles des règlements d'emprunt fermés	42
Questionnaire (MRC)	43
Membres du conseil et fonctionnaires	44
Autres données	45
Transmission électronique du rapport financier	46

**ACQUISITION D'IMMOBILISATIONS PAR CATÉGORIES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2010**

	Budget 2010	Réalisations 2010	Réalisations 2009
IMMOBILISATIONS			
Infrastructures			
Conduites d'eau potable	1		
Usines de traitement de l'eau potable	2		
Usines et bassins d'épuration	3		
Conduites d'égout	4		
Sites d'enfouissement et incinérateurs	5		
Chemins, rues, routes et trottoirs	6		
Ponts, tunnels et viaducs	7		
Système d'éclairage des rues	8		
Aires de stationnement	9		
Parcs et terrains de jeux	10		
Autres infrastructures	11		
Réseau d'électricité	12		
Bâtiments			
Édifices administratifs	13		
Édifices communautaires et récréatifs	14		
Améliorations locatives	15		
Véhicules			
Véhicules de transport en commun	16		
Autres	17		
Ameublement et équipement de bureau	18	11 020	5 197
Machinerie, outillage et équipement divers	19		
Terrains	20		
Autres	21		
	22	11 020	5 197

**ACQUISITION D'IMMOBILISATIONS D'INFRASTRUCTURES D'EAU
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2010**

Infrastructures existantes		
Conduites d'eau potable	23	
Usines de traitement de l'eau potable	24	
Usines et bassins d'épuration	25	
Conduites d'égout	26	
Infrastructures pour nouveau développement		
Conduites d'eau potable	27	
Usines de traitement de l'eau potable	28	
Usines et bassins d'épuration	29	
Conduites d'égout	30	
	31	

**ANALYSE DE LA DETTE À LONG TERME
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2010**

		Solde au 1 ^{er} janvier		Augmentation		Diminution		Solde au 31 décembre
Dettes à long terme								
Obligations et billets en monnaie canadienne	1	29 426 000	24	8 736 000	47	1 620 000	70	36 542 000
Obligations et billets en monnaies étrangères	2		25		48		71	
Autres dettes à long terme								
Gouvernement du Québec								
et ses entreprises	3		26		49		72	
Organismes municipaux	4		27		50		73	
Obligations découlant de contrats de location-acquisition	5		28		51		74	
Autres	6		29		52		75	
	7	29 426 000	30	8 736 000	53	1 620 000	76	36 542 000
La dette à long terme, incluant la dette en cours de refinancement, est assumée de la façon suivante :								
Par la municipalité								
Excédent accumulé affecté au remboursement de la dette à long terme								
Excédent de fonctionnement affecté	8		31		54		77	
Réserves financières et fonds réservés	9		32		55		78	
Montant à la charge								
D'une partie des contribuables ou des municipalités membres								
De l'ensemble des contribuables ou des municipalités membres	10		33		56		79	
De la municipalité (Société de transport en commun)	11	29 426 000	34	8 736 000	57	1 620 000	80	36 542 000
	12		35		58		81	
	13	29 426 000	36	8 736 000	59	1 620 000	82	36 542 000
Par les tiers (montants affectés au remboursement de la dette à long terme)								
Débiteurs								
Gouvernement du Québec et ses entreprises	14		37		60		83	
Organismes municipaux	15		38		61		84	
Autres tiers	16		39		62		85	
Autres	17		40		63		86	
	18		41		64		87	
Prêts	19		42		65		88	
	20		43		66		89	
	21	29 426 000	44	8 736 000	67	1 620 000	90	36 542 000
<i>Déduire</i>								
Dette en cours de refinancement	22		45		68		91	
	23	29 426 000	46	8 736 000	69	1 620 000	92	36 542 000

**QUOTE-PART À CHAQUE MUNICIPALITÉ MEMBRE
DE L'ENDETTEMENT TOTAL NET À LONG TERME
AU 31 DÉCEMBRE 2010**

Code géographique	Municipalité	Montant
66112	Baie-D'Urfé	102 925
66107	Beaconsfield	268 031
70022	Beauharnois	80 239
57040	Beloëil	175 108
73015	Blainville	481 771
73005	Boisbriand	246 105
73030	Bois-des-Filion	73 273
58033	Boucherville	560 412
58007	Brossard	757 625
59030	Calixa-Lavallée	7 759
67020	Candiac	206 449
57010	Carignan	83 528
57005	Chambly	194 671
60005	Charlemagne	37 611
67050	Châteauguay	316 980
59035	Contrecoeur	66 957
66058	Côte-Saint-Luc	360 674
67025	Delson	66 576
72010	Deux-Montagnes	110 180
66142	Dollard-Des Ormeaux	472 063
66087	Dorval	485 512
66062	Hampstead	140 505
71100	Hudson	83 707
66102	Kirkland	310 281
60028	L'Assomption	138 298
71095	L'Île-Cadieux	4 779
66092	L'Île-Dorval	717
71060	L'Île-Perrot	75 891
67015	La Prairie	196 885
65005	Laval	3 552 510
67055	Léry	23 913
71050	Les Cèdres	49 543
58227	Longueuil	1 747 436
73025	Lorraine	94 081
64015	Mascouche	306 597
57025	McMasterville	40 825
67045	Mercier	79 969
74005	Mirabel	383 853
66023	Montréal	16 895 906
66007	Montréal-Est	115 522
66047	Montréal-Ouest	69 595
66072	Mont-Royal	458 746
57035	Mont-Saint-Hilaire	183 696
71065	Notre-Dame-de-l'Île-Perrot	91 619
72032	Oka	46 060
57030	Otterburn Park	63 355

**QUOTE-PART À CHAQUE MUNICIPALITÉ MEMBRE
DE L'ENDETTEMENT TOTAL NET À LONG TERME
AU 31 DÉCEMBRE 2010**

Code géographique	Municipalité	Montant
71070	Pincourt	105 445
72020	Pointe-Calumet	36 611
66097	Pointe-Claire	525 042
71055	Pointe-des-Cascades	8 533
60013	Repentigny	641 207
55057	Richelieu	43 995
73020	Rosemère	192 649
59015	Saint-Amable	65 008
57020	Saint-Basile-le-Grand	125 439
58037	Saint-Bruno-de-Montarville	327 063
67035	Saint-Constant	181 392
66117	Sainte-Anne-de-Bellevue	81 290
73035	Sainte-Anne-des-Plaines	91 006
67030	Sainte-Catherine	116 068
59010	Sainte-Julie	253 944
72015	Sainte-Marthe-sur-le-Lac	103 898
73010	Sainte-Thérèse	210 760
72005	Saint-Eustache	351 685
67040	Saint-Isidore	23 049
57033	Saint-Jean-Baptiste	26 386
72025	Saint-Joseph-du-Lac	45 442
58012	Saint-Lambert	251 922
71105	Saint-Lazare	183 786
55065	Saint-Mathias-sur-Richelieu	37 786
67005	Saint-Mathieu	15 811
57045	Saint-Mathieu-de-Beloeil	32 221
67010	Saint-Philippe	45 656
60020	Saint-Sulpice	25 487
66127	Senneville	37 208
71075	Terrasse-Vaudreuil	14 100
64008	Terrebonne	836 873
59020	Varenes	209 553
71083	Vaudreuil-Dorion	320 427
71090	Vaudreuil-sur-le-Lac	16 300
59025	Verchères	47 139
66032	Westmount	603 081

1

36 542 000

**SOMMAIRE DES REVENUS DE QUOTES-PARTS
DE FONCTIONNEMENT ET D'INVESTISSEMENT
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2010**

Code géographique	Municipalité	Montant
Ensemble des municipalités		
66112	Baie-D'Urfé	153 008
66107	Beaconsfield	398 857
70022	Beauharnois	156 992
57040	Beloil	342 423
73005	Boisbriand	481 102
73030	Bois-des-Filion	143 338
58033	Boucherville	1 094 655
58007	Brossard	1 481 039
59030	Calixa-Lavallée	15 169
67020	Candiac	403 622
57010	Carignan	163 328
57005	Chambly	380 808
60005	Charlemagne	73 600
67050	Châteauguay	620 098
59035	Contrecoeur	130 850
66058	Côte-Saint-Luc	536 909
67025	Delson	130 169
72010	Deux-Montagnes	215 610
66142	Dollard-Des Ormeaux	703 000
66087	Dorval	721 623
66062	Hampstead	208 971
71100	Hudson	163 504
66102	Kirkland	461 585
60028	L'Assomption	270 607
71095	L'Île-Cadieux	9 329
66092	L'Île-Dorval	1 065
71060	L'Île-Perrot	148 435
67015	La Prairie	385 058
65005	Laval	6 904 541
67055	Léry	46 746
71050	Les Cèdres	96 878
58227	Longueuil	3 417 534
73025	Lorraine	183 891
64015	Mascouche	599 860
57025	McMasterville	79 875
67045	Mercier	156 451
74005	Mirabel	750 435
66023	Montréal	29 706 815
66007	Montréal-Est	171 549
66047	Montréal-Ouest	103 558
66072	Mont-Royal	682 026
57035	Mont-Saint-Hilaire	359 108
71065	Notre-Dame-de-l'Île-Perrot	179 128
72032	Oka	90 061

**SOMMAIRE DES REVENUS DE QUOTES-PARTS
DE FONCTIONNEMENT ET D'INVESTISSEMENT
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2010**

Code géographique	Municipalité	Montant
57030	Otterburn Park	123 938
71070	Pincourt	206 308
72020	Pointe-Calumet	71 699
66097	Pointe-Claire	780 917
71055	Pointe-des-Cascades	16 699
60013	Repentigny	1 254 068
55057	Richelieu	86 058
73020	Rosemère	376 307
59015	Saint-Amable	127 249
57020	Saint-Basile-le-Grand	245 335
58037	Saint-Bruno-de-Montarville	638 878
67035	Saint-Constant	354 790
66117	Sainte-Anne-de-Bellevue	120 959
73035	Sainte-Anne-des-Plaines	178 035
67030	Sainte-Catherine	227 027
59010	Sainte-Julie	496 496
72015	Sainte-Marthe-sur-le-Lac	203 330
73010	Sainte-Thérèse	412 115
72005	Saint-Eustache	687 767
67040	Saint-Isidore	45 066
57033	Saint-Jean-Baptiste	51 584
72025	Saint-Joseph-du-Lac	88 860
58012	Saint-Lambert	492 157
71105	Saint-Lazare	359 297
55065	Saint-Mathias-sur-Richelieu	73 885
67005	Saint-Mathieu	30 927
57045	Saint-Mathieu-de-Beloeil	62 966
67010	Saint-Philippe	89 306
60020	Saint-Sulpice	49 839
66127	Senneville	55 303
71075	Terrasse-Vaudreuil	27 578
64008	Terrebonne	1 636 768
59020	Varenes	409 568
71083	Vaudreuil-Dorion	626 512
71090	Vaudreuil-sur-le-Lac	31 853
59025	Verchères	92 182
66032	Westmount	896 500
73015	Blainville	942 014
	1	66 193 350

**ANALYSE DES REVENUS DE QUOTES-PARTS DE FONCTIONNEMENT
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2010**

		2010		2009
		Budget	Réalisations	Réalisations
Administration générale				
Application de la loi	1			
Évaluation	2			
Autres	3	3 583 703	3 583 703	3 785 021
Sécurité publique				
Police	4			
Sécurité incendie	5			
Sécurité civile	6			
Autres	7			
Transport				
Réseau routier				
Voirie municipale	8			
Enlèvement de la neige	9			
Autres	10			
Transport collectif	11			
Autres	12	576 109	576 109	571 319
Hygiène du milieu				
Eau et égout				
Approvisionnement et traitement de l'eau potable	13			
Réseau de distribution de l'eau potable	14			
Traitement des eaux usées	15			
Réseaux d'égout	16			
Matières résiduelles				
Déchets domestiques et assimilés	17			
Matières recyclables	18			
Autres	19			
Cours d'eau	20			
Protection de l'environnement	21			
Autres	22	1 439 293	1 439 293	1 453 696
Santé et bien-être				
Logement social	23	37 959 000	37 959 000	37 959 000
Autres	24	2 766 000	2 766 000	2 546 000
Aménagement, urbanisme et développement				
Aménagement, urbanisme et zonage	25	859 860	859 860	852 267
Rénovation urbaine	26			
Promotion et développement économique	27	6 809 385	6 809 385	6 826 047
Autres	28			
Loisirs et culture				
Activités récréatives	29			
Activités culturelles				
Bibliothèques	30			
Autres	31	12 200 000	12 200 000	12 200 000
	32	66 193 350	66 193 350	66 193 350

**EXCÉDENT (DÉFICIT) ACCUMULÉ PAR ACTIVITÉS
AU 31 DÉCEMBRE 2010**

APPLICABLE AUX MRC SEULEMENT

	Activité N°	Total
Excédent (déficit) de fonctionnement non affecté	1	
Excédent de fonctionnement affecté, réserves financières et fonds réservés		
Excédent de fonctionnement affecté	2	
Réserves financières	3	
Fonds réservés		
Fonds de roulement	4	
Fonds régional - Réfection et entretien de certaines voies publiques	5	
Société québécoise d'assainissement des eaux	6	
Soldes disponibles des règlements d'emprunt fermés	7	
Fonds d'amortissement	8	
Financement des activités de fonctionnement	9	
Autres		
-	10	
-	11	
-	12	
-	13	
	14	
Montant à pourvoir dans le futur	15	
Financement des investissements en cours	16	
Investissement net dans les éléments à long terme	17	
	18	

**ANALYSE DE LA RÉMUNÉRATION
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2010**

		Effectifs personnes/ année ²		Semaine normale (heures)		Rémunération		Charges sociales		Total ¹
Administration municipale										
Cadres et contremaîtres	1	8,00	11	35	18	1 165 586	28	381 241	38	1 546 827
Professionnels	2	38,00	12	35	19	2 162 887	29	707 438	39	2 870 325
Cols blancs	3		13		20		30		40	
Cols bleus	4		14		21		31		41	
Policiers	5		15		22		32		42	
Pompiers	6		16		23		33		43	
Conducteurs et opérateurs (transport en commun)	7		17		24		34		44	
	8	46,00			25	3 328 473	35	1 088 679	45	4 417 152
Élus	9	49,00			26	469 574	36	118 620	46	588 194
	10	95,00			27	3 798 047	37	1 207 299	47	5 005 346

1. Inclut la rémunération et les charges sociales aux fins de fonctionnement et d'immobilisations.

2. En vertu de la Loi sur l'accès aux documents des organismes publics et sur la protection des renseignements personnels (L.R.Q., c. A-2.1), le salaire d'un employé, à l'exception de celui d'un cadre, est un renseignement confidentiel. Ainsi, certaines informations relatives à la rémunération et aux charges sociales sont remplacées par des astérisques à l'impression du document, s'il y a lieu.

**ANALYSE DE L'ACTIVITÉ « EAU ET ÉGOUT »
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2010**

	Revenus de transfert		
	Gouvernement du Québec	Gouvernement du Canada	Total
Approvisionnement et traitement de l'eau potable	48	52	56
Réseau de distribution de l'eau potable	49	53	57
Traitement des eaux usées	50	54	58
Réseaux d'égout	51	55	59

**ANALYSE DU COÛT DES SERVICES MUNICIPAUX
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2010**

	Charges avant amortissement	+	Amortissement des immo- bilisations	=	Charges	-	Services rendus	=	Coût des services municipaux	Frais de financement	
Administration générale											
Application de la loi	1	27	53	79	105	131					
Évaluation	2	28	54	80	106	132					
Autres	3	4 104 176	29	50 014	55	4 154 190	81	107	4 154 190	133	2 138
	4	4 104 176	30	50 014	56	4 154 190	82	108	4 154 190	134	2 138
Sécurité publique											
Police	5	31	57	83	109	135					
Sécurité incendie	6	32	58	84	110	136					
Sécurité civile	7	33	59	85	111	137					
Autres	8	34	60	86	112	138					
	9	35	61	87	113	139					
Transport											
Réseau routier											
Voirie municipale	10	36	62	88	114	140					
Enlèvement de la neige	11	37	63	89	115	141					
Autres	12	38	64	90	116	142					
Transport collectif	13	39	65	91	117	143					
Autres	14	475 927	40	66	475 927	92	118	118	475 927	144	
	15	475 927	41	67	475 927	93	119	119	475 927	145	
Hygiène du milieu											
Eau et égout											
Approvisionnement et traitement de l'eau potable	16	42	68	94	120	146					
Réseau de distribution de l'eau potable	17	43	69	95	121	147					
Traitement des eaux usées	18	44	70	96	122	148					
Réseaux d'égout	19	45	71	97	123	149					
Matières résiduelles											
Déchets domestiques et assimilés	20	46	72	98	124	150					
Matières recyclables	21	47	73	99	125	151					
Autres	22	48	74	100	126	152					
Cours d'eau	23	49	75	101	127	153					
Protection de l'environnement	24	50	76	102	128	154					
Autres	25	4 005 496	51	268	77	4 005 764	103	129	4 005 764	155	
	26	4 005 496	52	268	78	4 005 764	104	130	4 005 764	156	

**ANALYSE DU COÛT DES SERVICES MUNICIPAUX (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2010**

	Charges avant amortissement		+ Amortissement des immobilisations		= Charges		- Services rendus		= Coût des services municipaux		Frais de financement	
Santé et bien-être												
Logement social	157	33 113 926	172		187	33 113 926	202		217	33 113 926	232	1 441 508
Sécurité du revenu	158		173		188		203		218		233	
Autres	159		174		189		204		219		234	
	160	33 113 926	175		190	33 113 926	205		220	33 113 926	235	1 441 508
Aménagement, urbanisme et développement												
Aménagement, urbanisme et zonage	161	3 315 853	176	155	191	3 316 008	206	648 275	221	2 667 733	236	
Rénovation urbaine	162		177		192		207		222		237	
Promotion et développement économique	163		178		193		208		223		238	
Autres	164	5 433 245	179		194	5 433 245	209		224	5 433 245	239	
	165	8 749 098	180	155	195	8 749 253	210	648 275	225	8 100 978	240	
Loisirs et culture												
Activités récréatives	166	25 500 000	181		196	25 500 000	211		226	25 500 000	241	
Activités culturelles												
Bibliothèques	167		182		197		212		227		242	
Autres	168		183		198		213		228		243	
	169	25 500 000	184		199	25 500 000	214		229	25 500 000	244	
Réseau d'électricité	170		185		200		215		230		245	
	171	75 948 623	186	50 437	201	75 999 060	216	648 275	231	75 350 785	246	1 443 646

**ACQUISITION D'IMMOBILISATIONS PAR OBJETS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2010**

		2010	2009
Rémunération	1		
Charges sociales	2		
Biens et services	3		
Frais de financement	4		
Autres	5	11 020	5 197
	6	11 020	5 197

**ANALYSE DE L'EXCÉDENT (DÉFICIT) ACCUMULÉ
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2010**

		2010	2009
Excédent (déficit) de fonctionnement non affecté			
Solde au début de l'exercice	1	2 854 039	3 046 437
Redressement aux exercices antérieurs	2		(330 000)
Solde redressé au début de l'exercice	3	2 854 039	2 716 437
<i>Ajouter (déduire)</i>			
Excédent (déficit) de fonctionnement de l'exercice à des fins fiscales	4	19 389 088	7 709 437
Affectations et virements			
Activités de fonctionnement	5		
Activités d'investissement	6		
Excédent de fonctionnement affecté, réserves financières et fonds réservés	7	(8 361 838)	(7 571 835)
Montant à pourvoir dans le futur	8		
Financement des investissements en cours	9		
	10	11 027 250	137 602
Solde à la fin de l'exercice	11	13 881 289	2 854 039
Excédent de fonctionnement affecté, réserves financières et fonds réservés			
Solde au début de l'exercice	12	23 655 579	24 636 239
Redressement aux exercices antérieurs	13		1 103
Solde redressé au début de l'exercice	14	23 655 579	24 637 342
<i>Ajouter (déduire)</i>			
Affectations et virements			
Activités de fonctionnement	15	(8 541 845)	(8 553 598)
Activités d'investissement	16		
Excédent (déficit) de fonctionnement non affecté	17	8 361 838	7 571 835
Financement des investissements en cours	18		
	19	(180 007)	(981 763)
Solde à la fin de l'exercice	20	23 475 572	23 655 579

ANALYSE DE L'EXCÉDENT (DÉFICIT) ACCUMULÉ (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2010

	2010	2009
Montant à pouvoir dans le futur		
Solde au début de l'exercice	21 ()	()
Redressement aux exercices antérieurs	22	
Solde redressé au début de l'exercice	23 ()	()
Augmentation de l'exercice		
Avantages sociaux futurs		
Déficit initial au 1 ^{er} janvier 2007		
Régimes capitalisés	24 ()	()
Avantages postérieurs au 1 ^{er} janvier 2007		
Régimes capitalisés		
Mesure d'allègement pour la crise financière 2008	25 ()	()
Autres	26 ()	()
Régimes non capitalisés	27 ()	()
Frais de fermeture et d'après-fermeture des sites d'enfouissement		
Autres	28 ()	()
	29 ()	()
	30 ()	()
Diminution de l'exercice		
	31	
	32	
Solde à la fin de l'exercice	33 ()	()
Financement des investissements en cours		
Solde au début de l'exercice	34	
Redressement aux exercices antérieurs	35	
Solde redressé au début de l'exercice	36	
<i>Ajouter (déduire)</i>		
Excédent (déficit) d'investissement de l'exercice à des fins fiscales		
	37	
Affectations et virements		
Activités de fonctionnement		
Excédent (déficit) de fonctionnement non affecté	38	
Excédent de fonctionnement affecté, réserves financières et fonds réservés	39	
	40	
	41	
Solde à la fin de l'exercice	42	
Investissement net dans les éléments à long terme		
Solde au début de l'exercice	43 (37 970 331)	(30 902 857)
Redressement aux exercices antérieurs	44	
Solde redressé au début de l'exercice	45 (37 970 331)	(30 902 857)
Variation de l'exercice	46 (4 411 653)	(7 067 474)
Solde à la fin de l'exercice	47 (42 381 984)	(37 970 331)

**FONDS DE ROULEMENT
CAPITAL AUTORISÉ
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2010**

	<u>RÈGLEMENT N°</u>	<u>MONTANT AUTORISÉ</u>
CAPITAL AUTORISÉ AU 1 ^{ER} JANVIER	1	<u> </u>
Augmentation		
À même l'excédent de fonctionnement	<u> </u> 2	
Par l'imposition d'une taxe spéciale	<u> </u> 3	
Par l'adoption d'un règlement d'emprunt	<u> </u> 4	<u> </u>
	5	<u> </u>
Diminution	<u> </u> 6	<u> </u>
CAPITAL AUTORISÉ AU 31 DÉCEMBRE	7	<u> </u>

**SOLDES DISPONIBLES DES RÈGLEMENTS D'EMPRUNT FERMÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2010**

	Solde au 1^{er} janvier	Redressement aux exercices antérieurs (note 18)	Règlements d'emprunt fermés		Utilisation de l'exercice	Transferts	Solde au 31 décembre
			Activités de fonctionnement	Activités d'in- vestissement			
Montant non réservé	1	2	3	4	5	6	7
Montant réservé pour le service de la dette	8	9	10	11	12	13	14
	15	16	17	18	19	20	21

**QUESTIONNAIRE
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2010**

- | | OUI | NON |
|---|----------------------------|---------------------------------------|
| 1. Est-ce que le rapport financier est consolidé?
Un rapport financier consolidé comprend la consolidation ligne par ligne d'organismes contrôlés. | 1 <input type="checkbox"/> | 2 <input checked="" type="checkbox"/> |
| Si oui, présentez-vous le budget consolidé? | 3 <input type="checkbox"/> | 4 <input checked="" type="checkbox"/> |

Les questions 2 à 5 s'adressent aux municipalités régionales de comté (MRC) seulement

- | | | |
|---|-----------------------------|-----------------------------|
| 2. La MRC a-t-elle délégué l'exercice de sa compétence en matière d'évaluation à une autre MRC, à une municipalité ou à une communauté métropolitaine (article 195 LFM)? | 5 <input type="checkbox"/> | 6 <input type="checkbox"/> |
| Si oui, indiquer le nom des organismes parties à l'entente conclue à cet effet ainsi que la durée de l'entente. | | |
| 3. La MRC a-t-elle conclu une entente avec une autre MRC pour l'exécution de travaux, l'organisation et l'administration de services ou pour l'exercice en commun de toutes autres fonctions (article 678 CMQ)? | 7 <input type="checkbox"/> | 8 <input type="checkbox"/> |
| Si oui, indiquer l'objet de l'entente ainsi que le nom de la MRC partie à l'entente. | | |
| 4. La MRC a-t-elle compétence à l'égard de municipalités régies par le CMQ en matière de gestion des matières résiduelles (articles 678.0.1 ou 678.0.2.1 CMQ)? | 9 <input type="checkbox"/> | 10 <input type="checkbox"/> |
| 5. La MRC a-t-elle accepté la délégation d'un pouvoir du gouvernement du Québec ou de l'un de ses ministres ou organismes (articles 10 ou 10.5 CMQ)? | 11 <input type="checkbox"/> | 12 <input type="checkbox"/> |
| Si oui, indiquer quels pouvoirs ont été acceptés par la MRC et quelles sont les municipalités assujetties à ces compétences. | | |

ADMINISTRATION MUNICIPALE

MEMBRES DU CONSEIL

PRÉFET OU PRÉSIDENT Gérald Tremblay

CONSEILLERS OU AUTRES MEMBRES

Gilles Vaillancourt
Manon Barbe
Manon Barbe
Gilles Deguire
Alavaro Farinacci
Helen Fotopulos
Frank Venneri
Bill McMurchie
Maria Calderone
Paul Leduc
André J. Côté
Paul Larocque
Guy Pilon
Edward Janiszewski
Richard Deschamps
Pascal Forget
Ginette Grise
Andrée Henault
Ginette Marotte
Sylvie Parent
Dominic Perri
Suzane Roy
Alain Tasse
Bertrand Ward

Basile Angelopoulos
Richard Bélanger
Michel Gilbert
Jean-Jacques Beldie
Sammy Forcillo
Luis Miranda
Monique Brisson
Caroline St-Hilaire
Philippe Brunet
Pierre Charron
Chantal Deschamps
Suzanne Dansereau
Harout Chitilian
Marcel Denis
Alexandre Duplessis
Norman Girard
Lorraine Guay-Boivin
Richard Maheu
Gilbert Mathieu
Lionel Perez
Robert jr Robert
Nathalie Simon
Normand Teasdale

FONCTIONNAIRES

DIRECTEUR GÉNÉRAL Massimo Iezzi

TRÉSORIER OU
SECRÉTAIRE-TRÉSORIER Richard Tremblay

**AUTRES DONNÉES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2010****ORGANISME MUNICIPAL**

Adresse 1002, rue Sherbrooke Ouest
(no) (rue)
Montréal H3A 3L6
(Municipalité) (Code postal)

Téléphone (514) 350-2550
(ind. rég.) (numéro)

Télécopieur (514) 350-2599
(ind. rég.) (numéro)

Courriel info@cmm.qc.ca

TRÉSORIER OU SECRÉTAIRE-TRÉSORIER

Nom M Richard Tremblay, c.a.

Téléphone (514) 350-2555
(ind. rég.) (numéro)

Télécopieur (514) 350-2599
(ind. rég.) (numéro)

Courriel richard.tremblay@cmm.qc.ca

AUDITEUR INDÉPENDANT

Nom KPMG s.r.l. / s.e.n.c.r.l.

Titre Comptables Agréés

Adresse 600 boul. Maisonneuve Ouest - suite 1500
(no) (rue)
Montréal H3A 0A3
(Municipalité) (Code postal)

Téléphone (514) 840-2101
(ind. rég.) (numéro)

Télécopieur (514) 840-2389
(ind. rég.) (numéro)

Courriel mjutras@kpmg.ca

Responsable du dossier M. Marc Jutras, c.a. (permis no. 12798)

VÉRIFICATEUR GÉNÉRAL (s'il y a lieu)

Nom _____

Titre _____

Adresse _____
(no) (rue)

(Municipalité) (Code postal)

Téléphone _____
(ind. rég.) (numéro)

Télécopieur _____
(ind. rég.) (numéro)

Courriel _____

TRANSMISSION ÉLECTRONIQUE DU RAPPORT FINANCIER

Je soussigné(e), _____, atteste que le rapport financier
(Nom)
de Communauté métropolitaine de Montréal pour l'exercice terminé le 31 décembre 2010, déposé lors
(Nom de l'organisme)
de la séance du conseil du _____, a été transmis de façon électronique au
(Date)
ministère des Affaires municipales, des Régions et de l'Occupation du territoire le _____.
(Date)

Cette transmission a été effectuée conformément à la procédure établie par le Ministère.

L'excédent (déficit) de l'exercice à la page S18 ligne 22 est de 6 435 590 \$

L'excédent (déficit) accumulé à la page S18 ligne 26 est de (5 025 123) \$

Signature _____ Date _____

Dernière modification avant dépôt : 2011-04-06 14:44:18

Dernière modification : 2011-04-06 14:44:18

Réservé au ministère

(5 025 123)	6 435 590	66 193 350
-------------	-----------	------------

RAPPORT FINANCIER 2010 - AUTRES ORGANISMES

Transmission électronique du document

- Rendez-vous, à partir de la table des matières, à la page S57 « Transmission électronique du rapport financier »;
- Assurez-vous que votre document est finalisé et valide; faites les corrections au besoin;
- Appuyez sur le bouton « Déposer »;
- Suivez les étapes à l'écran;
- Transmettez au ministère des Affaires municipales, des Régions et de l'Occupation du territoire les versions « papier » dûment remplies et signées des documents suivants :
 1. Rapport du trésorier ou du secrétaire-trésorier sur le rapport financier (page S3);
 2. Rapport de l'auditeur indépendant sur les états financiers (page S6);
 3. Rapport du vérificateur général sur les états financiers (page S6.1);
(pour les organismes publics de transport en commun sous contrôle d'une municipalité locale)
 4. Transmission électronique du rapport financier (page S57).
- L'envoi de ces documents doit être fait au :

Service de l'information financière et de la vérification

Ministère des Affaires municipales, des Régions et de l'Occupation du territoire
10, rue Pierre-Olivier-Chauveau, 1^{er} étage
Québec (Québec) G1R 4J3

Vous n'avez pas à transmettre le formulaire du rapport financier version « papier ». Le ministère des Affaires municipales, des Régions et de l'Occupation du territoire considère comme officiel le document transmis électroniquement lorsque les documents « papier », spécifiés ci-dessus, sont reçus.

Attention

Avant d'envoyer les documents « papier » ci-haut mentionnés, veuillez vous assurer de la concordance des trois (3) chiffres preuves et de la date et de l'heure de la dernière modification apparaissant dans le bas des pages, avec ceux du document financier électronique que vous allez transmettre. La validation de ces informations procure au Ministère l'assurance que la version électronique qu'il détient correspond à celle qui a fait l'objet de l'attestation. Veuillez vous référer à l'exemple ci-dessous pour en connaître la signification.

Exemple :

A) 7 200 000 B) 6 800 000 C) 6 400 000

- A) Excédent (déficit) accumulé (page S20 ligne 23)
- B) Excédent (déficit) de l'exercice (page S18 ligne 22)
- C) Sommaire des revenus de quotes-parts de fonctionnement et d'investissement (page S40 ligne 3)